

L'EXTRACTIVISME ENTRE CONSERVATION ET DEVELOPPEMENT

Florence Pinton

Catherine Aubertin

La généralisation des références à l'environnement dans l'élaboration des politiques nationales et internationales modifie les relations qu'entretiennent les hommes avec leur territoire et plus généralement avec la nature. A ces nouvelles constructions sociales de la nature correspondent des dispositifs de gestion de l'environnement dont la légitimité se réclame du développement durable. Ainsi, la combinaison des impératifs de développement et de protection de l'environnement se traduit localement par la question de la gestion des ressources naturelles. Cette notion de gestion peut relever d'une logique qui privilégie la reproduction de l'écosystème, mais elle peut aussi traduire une revendication des populations locales pour maîtriser leur développement et pour intégrer leur système de production au marché. La perception de la "conservation" a ainsi considérablement évolué, en rompant d'un côté avec la préservation stricte qui exclue l'homme de l'espace protégé et en rejoignant de l'autre les objectifs de développement qui imposent une certaine rationalité économique. Cet éventail de perceptions alimente les débats internationaux sur la conservation des forêts et plus encore les polémiques qui présentent l'extractivisme comme un modèle de développement durable; les uns se référant d'abord à ses potentialités marchandes, les autres à sa valeur conservacionniste. La construction politique et sociale de la réserve extractiviste, au Brésil, témoigne de cette versatilité.

I. L'extractivisme, quel modèle?

L'extractivisme renvoie à une pratique universelle, celle de l'exploitation de ressources naturelles spontanées. L'extractivisme n'est pas lié à une technique, à un milieu ou à un système de production. Il désigne une grande diversité de situations et de milieux où se combinent ressources biologiques, techniques d'exploitation et

systèmes de production. Popularisé dans les luttes sociales engagées par les *seringueiros*, les collecteurs de caoutchouc, de l'Acree, au Brésil, il évoque aujourd'hui les milieux forestiers tropicaux même si, dans la réalité, cette pratique est présente aussi bien en forêt primaire qu'en milieu fortement anthropisé et couvre une grande variabilité de rapports entre l'homme et le milieu, sur tous les continents.

L'évolution des activités extractivistes témoigne d'un rapport dynamique entre les hommes et la plante convoitée, certaines espèces étant entrées dans des processus de domestication. Le statut de la plante défini par son mode de gestion s'inscrit ainsi dans un gradient qui relativise considérablement l'opposition entre le sauvage et le cultivé. Aussi, dans la réponse à l'action incitative DURR, l'équipe de recherche a proposé une classification des statuts (plante sauvage, plante protégée, plante entretenue, plante cultivée) avec, pour chacun, des modalités d'usage spécifiques. Cela nous a conduit à faire l'hypothèse méthodologique d'une **prise en charge sociale de la ressource**, à chaque fois spécifique, car liée à un réseau de détermination d'origines biologiques, sociales, économiques et politiques qu'il convient d'explicitier.

L'insertion de l'extractivisme dans la problématique du développement durable s'avère très délicate, puisqu'on ne sait pas à quel extractivisme il est fait référence. Peut-on extrapoler certaines des qualités de l'activité, observées dans des situations spécifiques, pour en faire un modèle de réservoir de biodiversité, de conservation de la forêt tropicale, d'aménagement de l'Amazonie, de développement économique, de substitut de réforme agraire ou faut-il se limiter à étudier une activité économique complémentaire et interstitielle? La question, mal posée, trahit la polysémie du concept de développement durable avec toutes ses filiations théoriques et intellectuelles, ce qui permet à chacun d'étayer ses convictions et d'en faire un modèle de sous-développement, ou d'équité sociale, ou encore un modèle de conservation ou d'aménagement de l'espace, etc.

Cette mobilisation interdisciplinaire sur fond de controverses nous a conduit à construire une typologie des différentes formes que pouvait prendre l'extractivisme et à réfléchir, dans chaque cas de figure, sur les possibilités évolutives, compte tenu des particularités biologiques de la ressource, de la spécificité des systèmes de production, de l'histoire locale, etc. (Lescure, Pinton et Empereur, 1994).

Une autre façon d'aborder le sujet est de se limiter à un modèle précis d'extractivisme. C'est le choix que nous faisons ici. Nous avons privilégié la notion de **réserve extractiviste** car elle s'inscrit parfaitement dans le débat mondial concernant les politiques à mener en

termes de conservation et de gestion des ressources naturelles renouvelables. Correspond-elle aux récentes politiques conservationnistes basées sur la participation des populations locales à la gestion d'un espace protégé ou à des politiques de développement durable intégrant la dimension environnementale dans une problématique économique? Notre objectif est de situer les représentations des différents acteurs et de s'interroger sur le processus qui a conduit la communauté internationale et l'État brésilien à reconnaître dans une activité forestière, très localisée dans l'espace et très spécifique par son histoire, un outil pour la défense de l'environnement.

Notre exposé s'articulera en trois parties.

De l'aviamento à " l'individualisme agraire "

L'aviamento est l'organisation sociale qui a permis à l'activité de collecte de produits de la forêt de se structurer. Son déclin a laissé place à un individualisme agraire destructeur des conditions de la poursuite de l'extractivisme : intégrité de la forêt et usage collectif des ressources.

De la réforme agraire à l'unité de conservation

La réserve extractiviste s'inscrit dans l'histoire récente de la construction des problèmes d'environnement. Elle témoigne du besoin de trouver un accord, entre les instances et les intérêts mondiaux, nationaux et locaux, sur les moyens à mettre en oeuvre pour la préservation de l'Amazonie. Si les trois niveaux de préoccupations ont pu converger pour présenter la réserve extractiviste comme une solution, c'est bien sûr au prix de quelques contorsions. On peut se poser la question de savoir comment un groupe de producteurs arrivent à défendre une relation spécifique entre pratiques, ressources naturelles et environnement, et comment cette relation gagne, à un moment donné, une légitimité universelle.

Au niveau local, la réserve extractiviste est d'abord la réforme agraire des seringueiros de l'Acre.

Relayée au niveau international, la revendication devient une façon local d'agir en conformité avec l'évolution de la pensée globale (patrimoine de l'humanité et ressources virtuelles).

Enfin, incorporée dans la politique de l'État brésilien, la réserve extractiviste apparaît comme un compromis entre solution politique et

solution environnemental, matériellement inscrite dans les interstices des grands axes de communication qui sillonnent l'Amazonie.

Une solution généralisable ?

La réserve extractiviste semble n'être envisageable que comme solution foncière et sociale aux régions autrefois sous l'emprise de l'aviamento. L'activité de collecte de produits de la forêt s'inscrit cependant comme une activité qui peut être étendue à d'autres systèmes de productions amazoniens. Une réflexion doit être menée pour savoir quelles sont les ressources (plantes commerciales, produits de l'agroforesterie, biodiversité en général...) et les populations (seringueiros, conservateurs de la forêts, agriculteurs des fronts pionniers...) visées par les politiques autour de l'extractivisme

La réserve extractivisme pose le problème du rôle de l'État dans les politiques de conservation et d'aménagement du territoire.

Décisions et stratégies dans la gestion des ressources naturelles